

**Unité inter-Départementale de la  
Corrèze – Creuse - Haute-Vienne  
Site de Brive  
19 rue Daniel de Cosnac – CS40142  
19104 Brive-la-Gaillarde Cedex**

**Brive-la-Gaillarde, le 17 décembre 2024**

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/11/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SYTTOM-UIOM BRIVE**

SYTTOM 19 Unité de Valorisation Energétique  
Chadelbos  
19600 Saint-Pantaléon-De-Larche

**Références : 2024-12-17 UiD192024-0096r georisques**  
Code AIOT : 0006000427

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/11/2024 dans l'établissement SYTTOM-UIOM BRIVE implanté Chadelbos 19600 Saint-Pantaléon-de-Larche. L'inspection a été annoncée le 19/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SYTTOM-UIOM BRIVE
- Chadelbos 19600 Saint-Pantaléon-de-Larche
- Code AIOT : 0006000427
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le Syttom19 exploite un incinérateur de déchets non-dangereux sur la commune de Saint-Pantaléon-de-Larche (19). Les principales prescriptions applicables sont celles contenues dans les arrêtés préfectoraux complémentaires des 18 mars 2014, 15 février 2021, 2 janvier 2023 (mise en conformité IED) et 19 octobre 2023 ainsi que dans les arrêtés ministériels des 20 septembre 2002 modifié et 12 janvier 2021 relatif aux installations d'incinération et de coïncinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux.

L'usine date de 1972 et pour 2028, il est prévu de mettre à l'arrêt l'usine actuelle et d'en créer une nouvelle dont les technologies et le traitement des fumées ne sont pas encore définies à date.

**Contexte de l'inspection :**

- Récolement

**Thèmes de l'inspection :**

- AN24 Conformité incinérateurs IED
- Déchets
- IED-MTD

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Surveillance en continu du mercure dans les effluents gazeux	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.2.a	Demande d'action corrective	2 mois
3	Surveillance des émissions atmosphériques en conditions autres que normales	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.5	Demande d'action corrective	12 mois
4	Plan de gestion des conditions d'exploitation autres que normales	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3.5.1	Demande d'action corrective	3 mois
5	Évaluation périodique des conditions d'exploitation autres que normales	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3.5.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Respect des VLE associées aux rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 8	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
9	Prévention contamination des sols et des eaux souterraines	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 3.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
14	MTD relative à la réduction des émissions dans l'air	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 5	Demande d'action corrective	15 jours
15	Utilisation de l'eau et réduction des effluents	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 6.2	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Surveillance des PBDD/F et des PCB-dl dans les effluents gazeux	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.2.a	Sans objet
6	Respect des VLE associées aux émissions atmosphériques	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 7.7.1	Sans objet
8	Système de management environnemental (SME)	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 2.1	Sans objet
10	Plan de gestion des odeurs	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 3.3	Sans objet
11	Plan de gestion du bruit	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 3.3 et 3.6	Sans objet
12	Incinération de boues	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 3.2	Sans objet
13	MTD relative à l'efficacité énergétique	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 4	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Certains constats nécessitent des actions correctives ou des justificatifs complémentaires.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Surveillance en continu du mercure dans les effluents gazeux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.2.a
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Surveillance des effluents gazeux
<b>Prescription contrôlée :</b> Mercure - Fréquence de surveillance : En continu (5) (6). Notas : (5) Le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de mesure en continu ne peut excéder cinquante heures cumulées sur une année. (6) Dans le cas d'un monoflux de déchets dont la composition est régulièrement contrôlée, comme pour certains combustibles solides de récupération, et s'il est démontré durant 2 années consécutives à l'aide de cette analyse des déchets entrants qu'ils ont une teneur faible et stable en mercure, la surveillance continue des émissions peut-être remplacée par un échantillonnage à long-terme [pas de norme EN applicable], ou par des mesures périodiques, à une fréquence minimale d'une fois tous les six mois. Dans ce dernier cas, la norme applicable est la norme EN 13211.
<b>Constats :</b> Il a été constaté que l'exploitant surveille effectivement le mercure en continu à l'aide d'un unique analyseur (pas de redondance). Les documents suivants concernant la métrologie de cet analyseur ont été transmis : <ul style="list-style-type: none"><li>• QAL1</li><li>• QAL2</li><li>• extraction de l'implémentation de la droite d'étalonnage déterminée par le QAL2 au sein du logiciel d'acquisition des données.</li></ul> Ces documents n'appellent pas de commentaire particulier de la part de l'inspection. Il reste toutefois à mettre en oeuvre, la procédure QAL3, la procédure AST ainsi que l'intégration de la durée d'indisponibilité de ce nouvel analyseur au sein du rapport mensuel transmis à l'inspection.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit, sous deux mois : <ul style="list-style-type: none"><li>• mettre en oeuvre les procédures QAL3 et AST relatives à l'analyseur de mercure ;</li><li>• faire figurer dans le rapport mensuel transmis à l'inspection les durées d'indisponibilité de l'analyseur de mercure.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 2 : Surveillance des PBDD/F et des PCB-dl dans les effluents gazeux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.2.a
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Surveillance des effluents gazeux
<b>Prescription contrôlée :</b> PBDD/PBDF (7) - Fréquence de surveillance : tous les six mois. (7) La surveillance s'applique uniquement à l'incinération des déchets contenant des retardateurs de flamme bromés ou aux unités appliquant l'ajout du brome dans la chaudière (annexe 5, 5.2.5.d) avec injection de brome en continu. Les analyses sont réalisées dans les mêmes conditions et selon les mêmes normes utilisées pour la surveillance et l'analyse des PCDD/F. PCB de type dioxines - Fréquence de surveillance : Une fois tous les mois pour l'échantillonnage à long terme (8); Une fois tous les six mois pour l'échantillonnage à court terme seulement si les niveaux d'émissions sont suffisamment stables (8) (9). (8) Réduite à une fois tous les deux ans avec un échantillonnage à court terme, s'il est au préalable démontré durant 2 années consécutives à l'aide d'une surveillance mensuelle avec échantillonnage à long terme que les niveaux d'émissions de PCB de type dioxines sont inférieures à 0,01 ng OMS- ITEQ/Nm3. (9) A démontrer au préalable durant 2 années consécutives à l'aide d'une surveillance mensuelle avec échantillonnage à long terme.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis un rapport signé en date du 11 août 2024 concernant une campagne de mesure de la qualité des rejets atmosphériques s'étant déroulée le 4 juin 2024. Cette campagne a notamment permis de mesurer les concentrations en dioxines et furanes bromées (PBDD/PBDF) ainsi qu'en polychlorobiphényles (PCB) de type dioxine. Les résultats de ces mesures indiquent des concentrations très basses : aucun PCB de type dioxine détecté et 0,0069 ng/Nm3 sec à O2,ref sur gaz sec pour les dioxines et furanes bromées. Ces résultats n'appellent pas de commentaires particuliers de la part de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Surveillance des émissions atmosphériques en conditions autres que normales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Surveillance des effluents gazeux
<b>Prescription contrôlée :</b> Durant les conditions autres que normales (OTNOC = other than normal operating conditions), l'exploitant d'une installation d'incinération réalise des mesures directes des polluants, notamment lorsqu'ils sont surveillés en continu. Le cas échéant, il peut réaliser une surveillance de paramètres de substitution si les données qui en résultent se révèlent d'une qualité scientifique équivalente ou supérieure à celle des mesures directes des émissions. Les émissions au démarrage et à l'arrêt, lorsqu'aucun déchet n'est incinéré, y compris les émissions de PCDD/PCDF, sont estimées à partir de campagnes de mesurage réalisées, tous les trois ans, lors des opérations de démarrage/d'arrêt planifié.
<b>Constats :</b> L'exploitant indique être capable de mesurer les rejets de l'un des trois fours en phase de démarrage ou d'arrêt grâce aux analyseurs présents sur la ligne commune de traitement des fumées. Toutefois les rejets du four en phase d'arrêt ou de démarrage sont confondus, pour certains paramètres avec ceux des deux fours en fonctionnement. Par ailleurs, l'exploitant n'a fait parvenir aucun résultat concernant la campagne de mesures prescrite pour estimer les rejets d'un four en période de démarrage ou d'arrêt.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit planifier une campagne de mesures dès le prochain arrêt programmé, au démarrage et à l'arrêt des fours, lorsqu'aucun déchet n'est incinéré, y compris les émissions de PCDD/PCDF.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 12 mois

**N° 4 : Plan de gestion des conditions d'exploitation autres que normales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3.5.1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Conditions d'exploitation autres que normales
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en œuvre dans le cadre du SME (annexe 2.I) un plan de gestion des OTNOC fondé sur les risques visant à réduire la fréquence de survenue de conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC) et à réduire les émissions dans l'air et, le cas échéant, dans l'eau de l'unité d'incinération lors de telles conditions. Ce plan doit fixer un plafond de durée cumulée d'OTNOC ne pouvant pas dépasser 250 h par an, à l'exception de la durée d'indisponibilité du dispositif de mesure de mercure pour lequel ce compteur peut atteindre 500 h/an et à l'exception de la durée cumulée d'indisponibilité des dispositifs de mesure en semi-continu dans la limite de 15 % du temps de fonctionnement annuel de l'unité. Ce plan doit contenir les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- mise en évidence des risques de OTNOC par exemple : la défaillance d'équipements critiques pour la protection de l'environnement, telles que les fuites, les dysfonctionnements, les casses, les incendies dans la fosse de déchets, les pannes, et en conséquence la maintenance, le contournement des systèmes de traitement de fumée, les conditions exceptionnelles... ;</li><li>- mise en évidence des causes profondes et des conséquences potentielles des OTNOC ;</li><li>- examen et mise à jour régulière de la liste des OTNOC relevées suite à l'évaluation périodique.</li></ul> <p>Les phases de démarrages et d'arrêts sans déchets dans le four programmé pour cause de maintenance destinée à prévenir les pannes liées à l'usure des équipements, les périodes d'arrêt total de l'installation, ainsi que les périodes de maintien en température sans déchets des unités d'incinération de boues ne sont pas comptabilisés dans le compteur OTNOC. Le nombre et le motif de ces arrêts est reporté dans le plan de gestion des OTNOC.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis en amont de l'inspection l'ensemble des situations où les conditions d'exploitation de l'installation étaient anormales (OTNOC), pour la période allant du 1er janvier au 30 septembre 2024. La durée totale de ces situations est égale à 282 heures ce qui excède le seuil réglementaire de 250h.</p> <p>Par ailleurs, pour certaines de ces situations, l'exploitant ne fournit pas les causes précises ayant conduit à incrémenter le compteur OTNOC (exemples : dépassement CO, dépassement NOX, dépassement NH3). Ces mentions relèvent plus de conséquences d'une situation anormale que d'une cause.</p> <p>Enfin, l'exploitant n'a pas transmis le plan de gestion des situations OTNOC décrit plus haut et devant notamment comporter : la mise en évidence des causes profondes et des conséquences potentielles des OTNOC et l'examen et mise à jour régulière de la liste des OTNOC relevées suite à l'évaluation périodique.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit réaliser, au plus tard le 1er février 2025 :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• la rédaction du plan de gestion des situations OTNOC ;</li><li>• la première revue périodique des situations OTNOC rencontrées du 4 décembre 2023 au 4 décembre 2024 en veillant notamment à déterminer les causes profondes de chaque situation OTNOC ;</li><li>• un plan d'action visant à diminuer de façon importante le nombre de situation OTNOC afin de respecter le seuil réglementaire des 250h.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois



**N° 5 : Évaluation périodique des conditions d'exploitation autres que normales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3.5.2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Conditions d'exploitation autres que normales
<b>Prescription contrôlée :</b> L'évaluation périodique consiste en : <ul style="list-style-type: none"><li>- la conception appropriée des équipements critiques (par exemple, compartimentage du filtre à manches, techniques de réchauffage des fumées pour éviter d'avoir à faire un bypass du filtre à manches lors des opérations de démarrage et d'arrêt, etc.) ;</li><li>- l'établissement et la mise en œuvre d'un plan de maintenance préventive des équipements critiques (annexe 2, 2.1, 12) ;</li><li>- la surveillance et l'enregistrement des émissions lors des OTNOC et dans les circonstances associées prévus dans l'annexe 2, 2.2.3 ;</li><li>- l'évaluation périodique des émissions survenant lors de OTNOC (par exemple, fréquence des événements, durée, quantité de polluants émis) et mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire.</li></ul>
<b>Constats :</b> Voir constats dressés aux points 3 et 4 du présent rapport. Les demandes formulées aux points 3 et 4 pourront permettre de faire évoluer le plan de maintenance préventive des équipements critiques de l'exploitant.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit mettre à jour le plan de maintenance préventive des équipements critiques au plus tard le 1er février 2025, en tenant compte du retour d'expérience de la première année de la détermination des situations OTNOC.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 6 : Respect des VLE associées aux émissions atmosphériques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 7.7.1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Valeurs limites d'émissions
<b>Prescription contrôlée :</b> En conditions normales de fonctionnement, l'exploitant respecte les valeurs limites d'émissions associées aux émissions atmosphériques canalisées [...] listées dans le tableau 7.1.1 de l'arrêté.
<b>Constats :</b> L'exploitant transmet à l'Inspection des installations classées, chaque mois, les résultats de la surveillance des rejets atmosphériques canalisés qu'il effectue à la cheminée. Pour la période allant du 1er janvier 2024 au 30 septembre 2024, l'exploitant de l'incinérateur a généralement respecté les valeurs limites d'émission semi-horaires et journalières associées aux différents paramètres à surveiller (poussières, dioxines, ammoniac, oxydes d'azote, etc.). Les dépassements suivants ont cependant été constatés : <ul style="list-style-type: none"><li>• 10h50 en ce qui concerne le monoxyde de carbone (VLE semi-horaire à 150 mg/Nm3),</li><li>• 30 minutes en ce qui concerne le carbone organique total (VLE semi-horaire à 20 mg/Nm3).</li></ul> Si les causes de ces dépassements doivent être traitées, il ressort que la durée de ces derniers reste inférieure à la limite annuelle autorisée de 60h.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 7 : Respect des VLE associées aux rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 8
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Valeurs limites d'émissions
<b>Prescription contrôlée :</b> Que les effluents soient rejetés au milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, les rejets d'eaux résiduaire respectent les valeurs limites listées dans le tableau de l'annexe 8 de l'arrêté.
<b>Constats :</b> L'exploitant ne réalisant pas de traitement des fumées par voie humide ni le traitement des mâchefers sur site, n'est pas soumis à l'annexe 8 de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021. Toutefois, certaines eaux résiduaire (purgés chaudières notamment) peuvent être rejetées et envoyées dans une STEP. Dans ce cas, les valeurs limites d'émission (VLE) applicables sont celles présentées à l'annexe IV de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 modifié. Chaque mois, l'exploitant transmet le résultat des analyses qu'il effectue sur les eaux résiduaire avant rejet à la STEP. Il apparaît que les rejets aqueux de l'exploitant respectent de façon quasi-systématique les VLE en vigueur. Toutefois, certains seuils mentionnés dans le document transmis mensuellement ne correspondent pas à ceux figurant au sein de l'annexe IV de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 modifié. Voici quelques exemples non exhaustifs : chrome, chrome VI, cuivre, plomb.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit mettre à jour son programme d'autosurveillance, sous un mois, en s'assurant que l'ensemble des paramètres mentionnés à l'annexe IV de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 modifié sont surveillés, analysés à l'aide de méthodes adaptées et comparés à des VLE valides.  Par ailleurs, l'exploitant justifie, sous deux mois, le respect des exigences associées à la surveillance en continu des paramètres suivants avant rejet : pH, température, débit, et concentration en COT.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 8 : Système de management environnemental (SME)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, conformité
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en place et applique un système de management environnemental (SME) approprié comprenant tous les éléments suivants :[items numérotés de 1 à 28] Le niveau de détail et le degré de formalisation du système de management de l'environnement est proportionné à la nature, la taille et la complexité de l'installation ainsi qu'à l'ampleur des impacts environnementaux potentiels. Les installations dont le système de management environnemental a été certifié pour le périmètre de l'installation conforme à la norme internationale NF EN ISO 14001 ou au règlement (CE) n° 1221/2009 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 concernant la participation volontaire des organisations à un système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) par un organisme accrédité sont réputées conformes à ces exigences.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis, en amont de l'inspection, un document en cours de validité certifiant que l'incinérateur de Saint-Pantaléon-de-Larche était conforme à la norme ISO 14 001. Il n'a donc pas été demandé à l'exploitant de fournir un système de management environnemental.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Prévention contamination des sols et des eaux souterraines**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, conformité
<b>Prescription contrôlée :</b> En fonction des risques de contamination du sol ou de l'eau que présentent les déchets, la surface des zones de réception, de manutention et de stockage des déchets est rendue imperméable aux liquides concernés et dotée d'une infrastructure de drainage adéquate. Pour les unités nouvelles, ainsi que pour les unités existantes lorsque le site est équipé de piézomètres amont-aval, le site dispose d'un programme de surveillance de la qualité des eaux souterraines établi à fréquence biennale. Dans le cas contraire, un protocole de contrôle visuel par partie de la fosse est mis en œuvre pour aboutir au contrôle complet des surfaces des zones de réception, de manutention et de stockage de déchet, à une périodicité quinquennale.
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose de deux fosses d'un volume totale de 1 800 m <sup>3</sup> pour recevoir les déchets non dangereux, constitués d'ordures ménagères et de déchets d'activités économiques. L'exploitant indiquait dans son dossier de réexamen que ces fosses étaient réalisées en béton et que le potentiel de pollution était faible du fait de la nature des déchets et de la localisation des fosses en intérieur, à l'abri des intempéries. L'exploitant fait par ailleurs état d'importantes difficultés dans la réalisation du contrôle du bon état du caractère étanche des fosses du fait de la nécessité de vider les fosses pour en assurer le contrôle, tout en maintenant la continuité de service de l'installation. L'exploitant estime la durée totale d'indisponibilité de la fosse contrôlée à 10 jours. Pour ces raisons, l'exploitant n'a pas encore réalisé le contrôle du bon état de l'étanchéité des fosses de réception des déchets non-dangereux. Il réalise toutefois le contrôle de la qualité des eaux souterraines grâce à 3 piézomètres situés sur le site. La dernière campagne de mesures a été réalisée en juillet 2024 et fait l'objet du rapport signé en date du 9 septembre 2024. Ce rapport fait état de concentrations importantes en carbone total (975 mg/L au piézomètre 1 par exemple) ainsi qu'en chlorures (256mg/L et 1203 mg/L respectivement aux piézomètres 2 et 3).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit proposer, sous 3 mois, une interprétation de ces résultats pour en comprendre les causes et les mettre notamment en perspective d'un lien éventuel avec l'état des fosses. Il conviendra par ailleurs dans ce cadre d'exploiter les éventuelles chroniques de mesures pour apprécier les évolutions dans le temps.  Sous le même délai, l'exploitant rédige et transmet un planning de contrôle de l'étanchéité des fosses de stockage de déchets en attente d'être incinérés.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 10 : Plan de gestion des odeurs**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, conformité
<b>Prescription contrôlée :</b> Point 27 de l'article 3.3 : Un plan de gestion des odeurs lorsqu'une nuisance olfactive est probable ou a été constatée dans des zones résidentielles ou dans des zones où se déroulent des activités humaines (par exemple, les lieux de travail, écoles, garderies, zones de loisirs, hôpitaux ou maisons de repos situés à proximité) ;
<b>Constats :</b> L'Inspection n'a été destinataire d'aucun signalement relatif aux émissions d'odeur relative à l'exploitation de l'incinérateur. Il n'a donc pas été demandé de plan de gestion des odeurs à l'exploitant. Il est à noter que les fosses de stockage des déchets sont mises en dépression et que l'air extrait est utilisé comme air comburant dans le procédé d'incinération.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Plan de gestion du bruit**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 3.3 et 3.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, conformité
<b>Prescription contrôlée :</b> Point 28 de l'article 3.3 : Un plan de gestion du bruit lorsqu'une nuisance sonore est probable ou a été constatée dans des zones résidentielles ou dans des zones où se déroulent des activités humaines (par exemple, les lieux de travail, écoles, garderies, zones de loisirs, hôpitaux ou maisons de repos situés à proximité) + Dispositions de l'article 3.6 : L'exploitant applique une ou plusieurs des techniques indiquées ci-dessous en gestion du bruit (voir l'arrêté)
<b>Constats :</b> L'Inspection des installations classées n'a été destinataire d'aucun signalement relatif aux bruits émis par les installations. De plus, l'incinérateur est situé au sein d'une zone industrielle. Il n'a donc pas été demandé de plan de gestion du bruit à l'exploitant. L'exploitant contrôle toutefois ses émissions sonores de façon périodique.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Incinération de boues**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, conformité
<b>Prescription contrôlée :</b> Surveillance livraison déchet : [boues de STEP Pesage des livraisons de déchets (ou mesure du débit si la boue d'épuration est livrée par canalisation). - Contrôle visuel, dans les limites de ce qui est techniquement possible. - Échantillonnage périodique et analyse des propriétés/substances clés (par exemple, valeur calorifique, teneur en eau, teneur en cendres et en mercure). + Autres dispositions de l'AMPG dès lors que des boues sont incinérées
<b>Constats :</b> L'incinérateur n'est pas autorisé à incinérer des boues. Sans objet.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 13 : MTD relative à l'efficacité énergétique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, conformité
<b>Prescription contrôlée :</b> Voir les techniques détaillées dans l'AMPG WI ou combinaisons de techniques mises en œuvre
<b>Constats :</b> L'exploitant a détaillé dans son dossier de réexamen les techniques utilisées pour valoriser la chaleur produite par le procédé d'incinération. Les exutoires sont les suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• export de chaleur sous forme vapeur vers un industriel voisin (10 MW) ;</li><li>• export de chaleur sous forme d'eau chaude vers le réseau de chaleur urbain de la ville de Brive (14 MW) ;</li><li>• export de chaleur sous forme d'eau chaude vers les serres voisines (1 MW) ;</li><li>• production d'électricité sur site grâce à un groupe turbo-alternateur (2,5 MW).</li></ul> Les données chiffrées de valorisation sont présentées chaque année dans le rapport annuel de l'exploitant ainsi qu'au sein de la commission de suivi de site. Les formules de calcul relatives à l'efficacité énergétique proposées dans le BREF ne s'appliquent pas directement au cas hybride de la valorisation vapeur + GTA. La situation actuelle n'appelle toutefois pas de commentaire de la part de l'inspection à ce stade.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 14 : MTD relative à la réduction des émissions dans l'air**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, conformité
<b>Prescription contrôlée :</b> Voir les techniques détaillées dans l'AMPG WI ou combinaisons de techniques mises en œuvre
<b>Constats :</b> L'exploitant a détaillé dans son dossier de réexamen les diverses techniques utilisées pour limiter les rejets atmosphériques canalisés de l'incinérateur qu'il exploite : électro-filtre, filtre à manche, catalyseur, cyclone. Il a aussi détaillé les différents réactifs : chaux, coke de lignite, urée. Ces différents équipements ont été constatés sur site. Pour certains, il a été vérifié que l'exploitant disposait bien en salle de commande des indications traduisant leur bon fonctionnement, avec par exemple : <ul style="list-style-type: none"><li>• les niveaux de tension et d'intensité de l'électrofiltre,</li><li>• les calculs de différence de pression entre l'amont et l'aval du catalyseur et du filtre à manche,</li><li>• les automatismes de bon fonctionnement de la ligne d'injection de coke de lignite.</li></ul> Ces éléments n'appellent pas de commentaires particuliers de la part de l'inspection. Il a toutefois été constaté une fuite de chaux pulvérulente en sortie du silo de stockage sur une tuyauterie qui avait déjà été réparée.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Il est demandé à l'exploitant de réparer de façon pérenne la tuyauterie permettant de véhiculer la chaux, sous un délai de 15 jours.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

**N° 15 : Utilisation de l'eau et réduction des effluents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, conformité
<b>Prescription contrôlée :</b> Afin de réduire l'utilisation d'eau et d'éviter ou de réduire la production d'effluents aqueux par l'unité d'incinération, l'exploitant applique une ou plusieurs des techniques indiquées ci-dessous : <ul style="list-style-type: none"><li>- utilisation des techniques d'épuration des fumées ne produisant pas d'effluents aqueux. Ces techniques ne peuvent pas être applicables à l'incinération de déchets dangereux à forte teneur en halogènes ;</li><li>- injection des effluents aqueux de l'épuration des fumées dans les parties les plus chaudes du système d'épuration des fumées. Cette technique est uniquement applicable à l'incinération des déchets municipaux solides ;</li><li>- réutilisation/recyclage de l'eau (applicable d'une manière générale) : les flux aqueux résiduels sont réutilisés ou recyclés. Le degré de réutilisation/recyclage est limité par les exigences de qualité du procédé auquel l'eau est destinée ;</li><li>- manutention des mâchefers secs sans utilisation d'eau. Ceci consiste à ce que les mâchefers secs et chauds tombent de la grille sur un système de transport et sont refroidis par l'air ambiant. Cette technique est uniquement applicable aux fours à grille. Pour les installations existantes, des restrictions techniques peuvent empêcher leur rénovation.</li></ul>
<b>Constats :</b> L'incinérateur exploité par le SYTTOM19 est muni d'un traitement de fumées par voie sèche. Il n'y a donc pas de consommation d'eau associée. Les eaux de procédés sont collectées dans une cuve enterrée et réutilisées notamment pour alimenter les trois extracteurs de mâchefers par voie humide. Lors de la visite de terrain, il a de plus été constaté : <ul style="list-style-type: none"><li>• la réparation d'une vanne vapeur qui fuyait lors de la dernière inspection ;</li><li>• une nouvelle fuite d'eau siégeant à l'extérieur, sous le silo servant à stocker la chaux vive.</li></ul>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit réparer, sous 15 jours, la fuite d'eau siégeant sous le silo de chaux vive.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours